

Résumé de la communication

Territoires, environnement et décentralisation : la participation en question¹

Ibrahima Diop Gaye² William's Daré³, Christine Fourage⁴

Les problèmes de développement constituent un thème d'analyse sociologique, notamment à travers la prise en compte des changements sociaux volontaires ou subis dans des rapports entre des groupes et agents sociaux et leur milieu. L'intérêt de l'analyse des changements sociaux dans le processus de développement oriente le débat dans de multiples sens comme la gestion des terroirs, la décentralisation, l'environnement et la participation...

Dans le cadre de la politique de décentralisation au Sénégal, plusieurs domaines de compétences sont transférés aux collectivités locales, ce qui est une avancée démocratique, mais est en même temps une ambiguïté quand on se rend compte que des ressources stratégiques comme l'eau ou l'agriculture, principaux ressorts du développement local, restent des compétences d'Etat.

La diversité au niveau local des intérêts notabiliaires (politiques et professionnels), des cadres de concertation et des espaces de négociation entre représentants de l'Etat local et élus locaux vu le vide (et/ou le flou) juridique, est-elle compatible avec une participation libre de toute contrainte sociopolitique et économique ? Ces intérêts institutionnels, administratifs, politiques, sont-ils mis au service des populations usagères du Lac de Guiers ? Comment et en quoi ? Il est nécessaire de les introduire au cœur du dispositif de décision afin de préserver au mieux leurs intérêts (lesquels peuvent être divergents). Il faudra trouver les chemins d'un consensus social basé sur la recherche de la pérennité et de la viabilité des nécessités économiques des populations.

La réponse à cette interrogation dans la zone du Lac de Guiers devrait prendre en compte la multiplicité des espaces de décisions formels comme non formels concernant les ressources stratégiques que sont l'eau et la terre. Cette pluralité d'espaces qu'il faut « articuler » procède du sens donné à la décentralisation au Sénégal ou plutôt du sens imposé par le contexte lui-même. En effet, le système de décentralisation se présente ici comme le fruit d'un compromis entre référentiel de maintien de l'ordre social coutumier et référentiel de modernisation qui se caractérise par la production de nouvelles normes⁵ et par le contrôle de légalité.

Si « l'organisation des hommes sur des espaces et envers les ressources s'exprime en termes de normes, règles, processus et institutions », il faut que la participation effective des acteurs concernés par cette organisation confère une légitimité aux décisions prises, dès lors que leurs intérêts sont pris en compte et mis en perspective. D'où la pertinence de la question de la participation de la population mais, plus exactement, de sa mise en œuvre dans la prise en charge des enjeux locaux de développement. Sous ce rapport, l'analyse sociologique ou la sociologie peut bien aider à comprendre comment les mécanismes de participation visent à introduire les considérations et les valeurs humaines dans la détermination et le choix des priorités. La perspective sociologique mise au service d'une

¹ Cette communication n'aurait pas pu voir le jour sans l'appui réflexif des membres de l'ATP Domino du CIRAD appartenant à différentes institutions dont notamment l'ENEA de Dakar et l'UCO d'Angers. Domino réunit les trois auteurs de cet article et leur fournit, pour une part, le cadre de leur exercice scientifique. Par ailleurs, nous sommes redevables au groupe ComMod auquel, pour certains, nous participons. Il nous permet de confronter nos pratiques et de maintenir un dialogue méthodologique et théorique fructueux. Par ailleurs, les travaux et les données de l'Equipe Domino-Sénégal ont fourni la matière de notre réflexion

² ENEA, Km 6, Avenue Cheikh Anta Diop, B.P. 5084, Dakar-Fann (SENEGAL), ibouga2@yahoo.fr

³ Cirad, Station de la Bretagne, Chemin Grand Canal, BP20, 97408 Saint-Denis Messagerie cedex 9 (FRANCE), williams.dare@cirad.fr

⁴ UCO-CERIPSA, 3 place André Leroy, 49123 Angers (FRANCE), christine.fourage@uco.fr

⁵ C'est à dire plus impersonnelles ou bureaucratiques (au sens wébérien du terme), se fondant sur un dispositif rationalisé de contrôle de la légalité.

préoccupation participative recouvre deux aspects essentiels : d'une part, elle offre une grille de lecture du contexte social, de ses champs de force et des enjeux liés aux positions des acteurs. D'autre part, elle est une réflexion axiologique où éthique et valeurs s'entremêlent dans la détermination d'un pacte social autour de l'accès à des ressources convoitées. Il s'agit là d'une sociologie engagée.

En donnant un éclairage sur la place réelle donnée à l'opinion des populations et sur la disposition des instances de gestion à intégrer des points de vue qui vont à l'encontre de ce qu'elles mettent en avant, la sociologie fournira la preuve de son utilité réelle comme présumée. Elle pourra être perçue comme une discipline accompagnant les projets de développement et outillant valablement les acteurs qui y collaborent. Pour ce faire, cette communication analysera le contexte et les enjeux du développement dans la région du lac de Guiers, en mettant l'accent sur les enjeux du territoire et sur la gestion participative des ressources

Liste des sigles

AGOA :

CEDEAO : Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest

CNCR : Conseil national de Concertation des Ruraux

CR : Conseil rural

CSS : Compagnie sucrière sénégalaise

DAT : Direction de l'aménagement du Territoire

DGPRES : Direction de la Gestion et de la Planification des Ressources en Eau

GIRE : Gestion Intégrée des Ressources en Eau

NEPAD : Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique

OMVS : Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal

OMVG : Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal

PDMAS : Programme de Développement des Marchés Agricoles du Sénégal

POAS : Plan d'Occupation et d'Affectation des Sols

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Introduction

Les problèmes de développement constituent un thème d'analyse sociologique, notamment à travers la prise en compte des changements sociaux volontaires ou subis dans des rapports entre des groupes et agents sociaux et leur milieu. L'intérêt de l'analyse des changements sociaux dans le processus de développement oriente le débat dans de multiples sens comme la gestion des terroirs, la décentralisation, l'environnement et la participation...

A ce propos, les communautés riveraines du Lac de Guiers suscitent un intérêt particulier pour avoir développé des systèmes de production qui reposent sur la combinaison d'activités terrestres et de pêche. Les formes de reproduction sociale et économique induites par de telles activités, nécessitaient la disposition d'espaces dont l'appropriation fut à l'origine des formes variées de contrôle territorial.

En nous intéressant à cette zone, nous cherchons à mettre en évidence des enjeux issus de la gestion du territoire entre les communautés qui les habitent et l'Etat qui, par le travers des lois, régit la totalité du territoire, même si à travers la décentralisation il cherche à impliquer les acteurs de base. Ceux-ci se présentent sous différents groupes qui sont à l'origine d'initiatives diverses pour des intérêts tout aussi différents, d'où l'intérêt d'interroger les modalités de mise en œuvre de la participation à la cohérence territoriale.

C'est dans ce contexte que l'analyse sociologique ou la sociologie est mise à profit aider à comprendre comment les mécanismes de participation visent à introduire les considérations et les valeurs humaines dans la détermination et le choix des priorités. La perspective sociologique mise au service d'une préoccupation participative recouvre deux aspects essentiels : d'une part, elle offre une grille de lecture du contexte social, de ses champs de force et des enjeux liés aux positions des acteurs. D'autre part, elle est une réflexion axiologique où éthique et valeurs s'entremêlent dans la détermination d'un pacte social autour de l'accès à des ressources convoitées

En donnant un éclairage sur la place réelle donnée à l'opinion des populations et sur la disposition des instances de gestion à intégrer des points de vue qui vont à l'encontre de ce qu'elles mettent en avant, la sociologie fournira la preuve de son utilité réelle comme présumée.

Ainsi l'analyse sociologique sera exercée (mobilisée) dans la présente communication pour comprendre à la fois les enjeux de territoire et la place de la participation en relation avec les difficultés de l'Etat qui ont contribué à la vigueur et à la légitimité des milieux associatifs.

Mots-clés : décentralisation, environnement, participation et territoire

Le système participatif renvoie à toute forme de partage de l'activité de gestion d'une zone et d'un sujet entre acteurs concernés

I Contexte et enjeux de développement

La région du lac de Guiers est à cheval entre les régions administratives de Saint-Louis et Louga. Elle se partage entre les arrondissements de Rosso Béthio et Mbane dans la région de Saint Louis et Keur Momar Sarr dans celle de Louga. Les terroirs et espaces riverains du lac sont situés dans sept collectivités locales, cinq communautés rurales et deux communes.

La population de ces collectivités se chiffre en 2002 à 184.554 habitants, dont 85% dans la région de Saint Louis. Près de 72% de la population vit en milieu rural où les densités relativement faibles, varient de 10 à 40 hbts/km² selon les communautés rurales. Toutefois, la répartition géographique de la population révèle deux disparités importantes : un déséquilibre dans la répartition spatiale de la population rurale et une forte concentration de la population urbaine.

On y retrouve diverses interventions du point de vue des aménagements hydro-agricoles avec, notamment, la Compagnie sucrière sénégalaise (CSS) qui exploite près de 12 000 ha dont 7 500 sous canne, la Société Nationale d'Aménagement et d'Exploitation des Terres du Delta du Fleuve (SAED) qui intervient dans le cadre de l'aménagement des périmètres irrigués et de l'encadrement des structures paysannes ou privées ainsi que des organisations paysannes qui exploitent également des espaces importants autour du lac.

Cinq communautés rurales composent la zone du Lac de Guiers où la problématique de la gestion des ressources naturelles s'articule autour de la coexistence d'usages de l'espace devenus plus antagonistes que complémentaires. Le développement rapide de l'agriculture irriguée exerce une pression accrue rendant difficile l'accès ancestral du bétail aux pâturages. Les rejets industriels et agricoles détériorent la qualité de l'eau du lac dégradant les ressources halieutiques disponibles pour les pêcheurs. La fourniture en eau potable pour les populations des villes, imposée par l'Etat, se traduit par une concurrence sur les quantités. De plus, à côté du droit moderne, seule voie légale d'accès à la terre, il existe une grande variété de modes d'accès légitimes du point de vue de la coutume à la terre dont le don, le prêt, l'héritage, "l'achat" et la location. En effet, ces mécanismes permettaient une réallocation des terres de la part ceux qui possédaient les droits sur les terres notamment premiers venus et/ou ceux qui les rejoins et ayant bénéficié du droit de hache ou de feu vis-à-vis des démunis et des nouveaux venus. Ces voies d'accès contribuaient (si elles ne sont pas encore opérantes d'ailleurs) à garantir la paix sociale sont devenues des pratiques hors normes face à la loi sur le domaine national et la réforme administrative, territoriale et locale de 1972.

Dans un contexte où s'affrontent des intérêts et s'expriment des contradictions, une participation libre de toute contrainte sociopolitique et économique est-elle possible ?

De nombreux litiges et conflits fonciers sont relevés, ils souvent imputés au Conseil Rural (CR) (multi affectations d'une même parcelle, des affectations à des personnes non identifiées, des difficultés à désaffecter, inexistance de cadastre rural). Le CR est l'organe délibérant de la communauté rurale depuis 1972, donc le seul habilité à gérer les terres des « zones de terroir »⁶. Toutefois, cet organe reste limité dans son action par la faiblesse de ses moyens financiers et techniques. Dès lors, la tendance à la dégradation des terres et la rude compétition foncière suite à l'arrivée progressive de

⁶La nouvelle réforme aux Communautés Rurales maintient le Domaine National et la réglementation subséquente, notamment par la loi 96-07 du 22 Mars 1996 portant transfert de compétences aux Régions, aux Communes et aux Communautés Rurales. La loi n° 72-25 du 19 Avril 1972 relative aux Communautés Rurales, a été abrogée par la loi n° 96-06 du 22 Mars 1996 portant code des Collectivités locales mais ses dispositions essentielles ont été maintenues dans le nouveau texte. Aussi concernant le patrimoine de la Communauté Rurale, il sera essentiellement constitué de la gestion des terres des zones de terroir. Sous cette rubrique, deux points essentiels seront examinés : l'affectation des Terres des zones de terroir ; la désaffectation des Terres des zones de terroir.

grands exploitants nationaux et étrangers, compliquent davantage l'accès au foncier des petits exploitants et plus particulièrement des femmes⁷.

Sur un autre plan, il y a une pluralité juridique qui se traduit par l'existence de plusieurs codes relatifs à l'usage du foncier et qui multiplie le nombre d'intervenants. Cela augmente les difficultés dans les prises de décisions et accentue les conflits de compétences entre administrations sectorielles.

Dans le cadre de la politique de décentralisation au Sénégal, plusieurs domaines de compétences sont transférés aux collectivités locales, ce qui est une avancée démocratique importante et une rationalisation des pratiques, mais constitue en même temps une ambiguïté quand on se rend compte qu'un domaine stratégique comme l'eau, principal ressort du développement local, reste une compétence d'Etat. A cela s'ajoute la diversité, au niveau local, des intérêts notabiliaires (politiques et professionnels), des cadres de concertation et des espaces de négociation entre représentants de l'Etat local et élus locaux dans un flou voire un vide juridique.

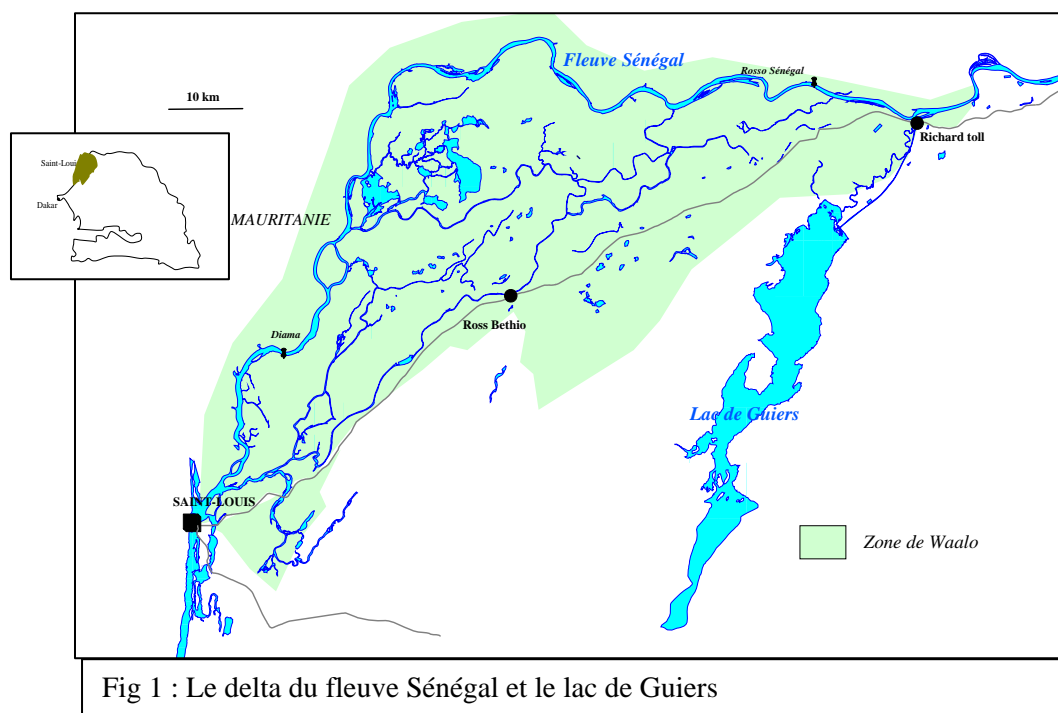


Fig 1 : Le delta du fleuve Sénégal et le lac de Guiers

II. Les enjeux de territoire : des usages multiples et concurrents de l'espace

Le terme espace est souvent confondu avec celui de territoire cependant faut-il rappeler que l'espace n'est pas le territoire, mais "le support sur lequel se projettent les attentes de l'être humain (Reppetti, 2004). L'espace est un concept plus large, qui peut être défini comme l'ensemble des dimensions dans lesquelles se déroulent nos actes, nos représentations, nos relations et nos sensations. Quant au territoire, il est plus limité, et est généré à partir de l'espace : il est le résultat d'une action de conduite par un acteur qui se l'approprie concrètement ou abstraitement [Prélaz-Doux (1995) et Crivelli (2001)]. Il est source d'identification, d'appartenance tant objectives que symboliques. Sous ce rapport, comme le soulignent Tonneau et Caron (2006), *"le territoire est un lieu d'action privilégié pour augmenter la capacité d'action des acteurs, intégrer les politiques trop sectorielles et améliorer les modes de gouvernance en favorisant les articulations entre les acteurs en particulier dans leur relation avec l'Etat et les politiques publiques"*. C'est sur ce plan qu'il faut envisager le rôle des

⁷ 71% des affectations sont faites à des groupements de femmes et aucun cas d'affectation individuelle n'a été recensé (selon les déclarations des présidents des conseils ruraux de Syer, Keur Momar Sarr et Mbane - 3 communautés rurales autour du lac- à l'atelier de mise en place du comité de suivi Domino

populations dans la gestion des deux ressources principales de la zone que sont l'eau et la terre, en relation avec le concept de développement participatif tel que défini par la Banque mondiale⁸.

2.1. La participation à l'aune de la décentralisation et de la multiplicité des espaces de décision

2.1.1 La polysémie et l'ancienneté de la notion de participation

Participer aux décisions et ainsi voir ses intérêts pris en considération passe généralement par la constitution de fédérations ou de regroupements socioprofessionnels forts, ce qui confère un pouvoir de négociation vis-à-vis de l'Etat, des institutions locales et même des bailleurs. L'histoire de l'aide au développement ou du développement est marquée, dès l'après-guerre, par l'intérêt accordé aux programmes de développement communautaire en Asie, aux campagnes d'alphabétisation en Amérique Latine ou encore aux programmes d'animation rurale en Afrique. Ce qui est révélateur de l'importance que les pays riches attachaient déjà au facteur humain dans le développement, tout en consacrant le rôle primordial de la participation dans le processus du développement économique et social. En effet, l'Assemblée Générale des Nations-Unies (1969), l'organisation internationale du travail (OIT 1978) et la FAO (Food and Agriculture Organization 1979) ont tous mis l'accent sur la nécessité de faire participer les individus aux institutions et aux systèmes qui gouvernent leur vie. Cette unanimité autour de la participation ne rend pas totalement compte du sens attribuer au verbe participer qui signifie "avoir part à quelque chose" ou "prendre part à quelque chose". Si la première définition renvoie à une implication subie dans un processus, la deuxième traduit une prise de responsabilité dans la réalisation d'un processus. Roland Colin (1979). Cette ambiguïté se retrouve dans les deux grandes interprétations du terme participation dans le développement. Dans cette perspective Oakley et Marsden (1984) font remarquer que, pour certains, la participation n'est rien d'autre que la mobilisation des populations par des agents extérieurs en vue de les impliquer dans des activités de développement prédéfinies dans le but d'en améliorer l'efficacité (les avantages sont d'ordre technique et instrumental) ; pour d'autres, la participation consiste davantage à renforcer le pouvoir des pauvres en vue de leur donner les capacités d'agir de façon indépendante et collective pour réduire leur pauvreté et améliorer leurs conditions de vie (les avantages vont dans le sens d'une acquisition et d'un renforcement de pouvoir).(Lavigne Delville et Selamna 2000, D'aquino 2002)

2.1.2 Démocratisation et participation

Quelles que soient les raisons pour lesquelles on l'a promue, on a toujours escompté une utilité sociale de la participation. On doit faire le constat que la décentralisation ne prend pas en compte les intérêts économiques de tous les acteurs mais favorisent certains opérateurs notamment les agriculteurs au détriment des pêcheurs et des éleveurs.

La démocratisation par la décentralisation au Sénégal a permis le renforcement des pouvoirs locaux mais aussi un recul de l'équité de l'accès aux ressources naturelles pour la satisfaction des besoins fondamentaux. En effet, les systèmes de production en présence dans la zone du Lac de Guiers ne bénéficient pas du même niveau de sécurisation et certains acteurs comme les éleveurs souffrent du manque d'attention, au regard des difficultés qu'ils rencontrent pour mener leurs activités. Les pêcheurs ne sont pas mieux lotis : plusieurs obstacles jalonnent le développement de ce secteur notamment la baisse des prises, en partie liée au développement du typha qui sert d'abris aux poissons tout en demeurant un obstacle physique pour les pêcheurs. C'est pourquoi la pisciculture apparaît comme une alternative pour inverser cette tendance. Elle nécessite de disposer de parcelles non loin du lac pour ses bassins et implique

⁸ c'est à dire tout processus qui aide des individus à influencer les prises de décision les affectant et à prendre part au contrôle ces décisions depuis la construction d'une politique publique jusqu'à la sélection d'une technologie adaptée.

une bonne qualité de l'eau. Ce qui est loin d'être évident au regard de la pression foncière notée autour du lac.

Sur le terrain, la participation libre et éclairée subit les effets d'une série de couples de tensions entre pôles de référence, notamment entre normes modernes et dynamiques sociales au niveau des communautés rurales et organisations professionnelles ; entre gestion foncière des communautés rurales et gestion de la ressource hydrique sous l'autorité de l'OMVS et de l'Etat (la DGPRE) ; entre droits d'usage (toujours portés par les communautés rurales, les organisations professionnelles, les chefs de village, et les notables villageois et religieux) et logiques de régulation par le marché (sous la bannière des bailleurs de fonds, du système bancaire ou des investisseurs privés) ; ou encore entre logiques juridiques modernes telles que récemment exprimées à travers les POAS et logiques coutumières prônant une gestion coutumière de la terre à l'échelle du terroir villageois et non au niveau de la communauté rurale. Sous ce rapport, la participation des acteurs locaux à la gestion foncière doit être élargie à d'autres acteurs sociaux et ne pas restée l'affaire des seuls élus locaux

Ainsi dans la gestion des problèmes de vie collective, les institutions traditionnelles se substituent à certains espaces formels de la décision, c'est-à-dire les espaces désignés comme tels par les textes législatifs, administratifs et les dispositions réglementaires diverses, ce qui complique davantage la problématique de l'affectation des terres. Ce constat n'est que l'une des nombreuses manifestations de la récurrente question des frontières, tant géographiques (entre les communautés rurales) que géopolitiques (du fait de l'influence des chefs coutumiers et notables dont l'autorité s'exerce sur plusieurs communautés rurales voire même des régions) en matière foncière. Ceci traduit un emboîtement d'autorités concurrentielles et complémentaires. Ainsi, vis-à-vis des autorités coutumières et religieuses, le conseil rural adopte généralement une attitude de complaisance et cherche plutôt l'approbation de celles-ci dans ses décisions et quelques fois au détriment du citoyen ordinaire. De cette stratégie, le conseil rural tire souvent l'avantage de disposer d'une possibilité de régulation négociée surtout en cas d'enjeu majeur

De cela découle la question de la coïncidence entre autorité (sous toutes ses formes) et espace qui est au centre de la plupart des conflits, sans que ne s'ouvrent des possibilités de régulation négociée, et ce du haut en bas de l'échelle sociopolitique. Pour mémoire, citons la question du bornage des parcelles et des terroirs villageois ; la question des limites des communautés rurales qui implique celle de la limite des régions laquelle pose la question des frontières de compétences entre organisations et institutions. En ce qui concerne les rapports du conseil rural avec les autres acteurs, il existe des lieux où le débat peut s'exprimer notamment à travers quelques arènes ou forums de négociations à l'image de celle des Bailleurs de fonds / Le Conseil National de Concertation et de Coopération des Ruraux (CNCR) sur la conception de programme de développement à l'initiative de la Banque Mondiale : Le Programme de Développement des Marchés Agricoles du Sénégal (PDMAS), ou encore celle du CNCR / gouvernement notamment dans la mise en place de la Commission foncière qui aujourd'hui se solde par l'exclusion du CNCR au risque d'un « clash » politique. D'autres expériences participatives existent, avec notamment la charte du domaine irrigué et la mise en place de l'agence du lac de Guiers.

Au-delà des aspects institutionnels, dans la zone, la compétition pour le territoire est aussi exacerbée par la présence d'un acteur principal, en l'occurrence la Compagnie sucrière sénégalaise dont les rapports avec les populations sont toujours empreints de suspicion et d'accusations mutuelles, surtout en matière de responsabilité quant à l'altération de la qualité de l'eau du lac. Avec la CSS, la participation et la négociation effectives dans la définition des stratégies de développement local et régional reste difficile lorsque l'on sait qu'elle a le projet de diversifier ses activités et d'élever à un million de tonnes sa production de cannes. Ce qui ne se fera pas sans problèmes car ce projet lui impose (selon elle), de récupérer une partie de ses terres estimée à 3500 hectares, aujourd'hui occupées par des villages. D'autant plus que demeurent des griefs anciens portant sur la spoliation des terres lors de l'installation de la CSS. La réalisation d'un tel projet ne manquera d'opposer la CSS aux communautés rurales qui en théorie devraient défendre bien évidemment les intérêts des producteurs organisés de plus en plus en filière.

2.2. Une participation modulée en fonction des intérêts d'un supra usager : l'Etat.

Toute décision prise localement doit intégrer les besoins de l'Etat dont les choix de portée nationale entrent souvent en concurrence avec ceux des acteurs locaux. En effet, celui-ci a reversé les terres pionnières dans les réserves des communautés rurales et continue d'en assurer la gestion au nom des aménagements réalisés. C'est ainsi qu'il faut comprendre l'article 27 de la loi 96 – 07 qui confirme la limitation du pouvoir foncier des CR, mais présente une portée plus large. En effet, cette loi dispose que « lorsque des zones pionnières sont reversées en zones des terroirs, les parties de ces zones qui ont fait l'objet d'un "aménagement spécial", (notion qui n'est pas définie) restent sous la gestion directe de l'Etat ». Donc sans toucher à la consistance du Domaine national, ce texte modifie totalement les conséquences qui s'attachent à cette domanialité et, *de facto*, soustrait au pouvoir foncier local toutes les terres qui présentent un intérêt économique.

De la sorte, l'Etat pourra affecter directement tout ou partie de ces zones (donc en s'affranchissant des conditions et procédures définies par la loi 64-46 et 76-66) et même procéder à leur cession.

Les textes de loi sur la décentralisation essentiellement en matière foncière, sont loin de constituer une avancée fondamentale. Globalement il apparaît que les lois du 22 mars 1996 confortent le pouvoir foncier de l'Etat au détriment des collectivités locales en consacrant la place prépondérante de celui-ci dans la gestion du foncier. Ces lois reposent sur l'idée qu'en contrepartie des importants investissements qu'il réalise, l'Etat doit avoir la totale maîtrise de la gestion foncière et notamment celle des terres aménagées.

L'Etat, à travers ses directions techniques, intervient comme toujours sous le couvert de son pouvoir régalien et recourt à deux modèles en fonction de sa propre perception des enjeux : le premier modèle est *l'art de gouverner* construit autour de la notion d'intérêt général en tant que transcendant les intérêts particuliers tout en représentant l'intérêt réel des membres de la communauté. Le deuxième intitulé *l'art du possible et la lutte des intérêts* (cher à Aristote) ou *conception pluraliste de l'intérêt public*, selon lequel les conflits ne sont pas une aberration mais plutôt un aspect normal du jeu politique ; tout intérêt est légitime et fonde des droits protecteurs de cet intérêt (Ferry, 1992). Dans cette perspective, Habermas, dans une approche historique particulière, fournit des éléments de compréhension, des dysfonctionnements de la vie (de la pratique) démocratique et aide à fixer un cadre d'analyse des tentatives de revivification de la participation des citoyens à la vie publique. Pour Habermas, l'espace public est un « réseau permettant de communiquer des contenus et des prises de position, et donc des opinions ; les flux de la communication y sont filtrés et synthétisés de façon à se condenser en opinions publiques regroupées en fonction d'un thème spécifique » (Habermas, 1997).

En effet, même si les politiques publiques sont censées répondre à des besoins en tant qu'elles constituent une "séquence d'actions comportant la production d'une réponse plus ou moins institutionnalisée à une situation jugée problématique" (Nioche 1982), les choix politiques symbolisent toujours des rapports de force, donc des valeurs, et non une solution optimale objective. (Le Prestre, 1992). Sous ce rapport, la participation apparaît comme le résultat de forces en compétition, de luttes d'influence et de luttes de pouvoir.

Ainsi, la Direction de l'Aménagement du Territoire (DAT) en tant que démembrement de l'Etat, intervient dans la zone qu'elle qualifie comme relevant des zones spécifiques d'aménagement, lesquelles sont définies comme des territoires à grandes potentialités non ou mal exploitées à l'image de la Grande Côte, la Petite Côte, et le Delta du Saloum. La DAT y intervient avec comme objectif, entre autres, de développer une synergie et un partenariat entre les acteurs du développement dans la zone : collectivités locales, entreprises privées, organisations professionnelles et administration déconcentrée. Son pouvoir d'action reste quand même limité par le fait qu'elle détermine des zones d'aménagement général et que les aménagements opérationnels sont toujours l'apanage des directions techniques. Malgré ces bonnes intentions, l'aménagement du territoire comme politique n'est-il pas un outil de domination plutôt qu'un respect des cultures faisant fi des modes et des valeurs endogènes?

En tant que technique et politique, l'aménagement est révélateur de pouvoirs et de conflits d'intérêts. Point n'est besoin de rappeler que l'espace est, à l'image des idéaux dominants que la société privilégie, à la fois le support et la finalité de l'action humaine. La satisfaction des besoins de l'homme est résolument inséparable de l'obligation d'aménager. En ce cas, l'aménagement du territoire semble devoir résulter avant tout d'une éthique de l'aménagement. Becker (1997) remarquait que « La discipline et ses acteurs doivent en effet se positionner et articuler leurs valeurs et priorités autour de plusieurs champs tendus entre des pôles souvent opposés : le champ déontologique : global ou sectoriel ? La dimension du pouvoir : politique ou technique ? Le domaine moral : contrainte ou liberté ? ».

Il est question de l'aménagement comme d'une pratique visant à « contenir une socio-logique et une stratégie en évacuant les contradictions internes, les anciennes et les nouvelles...ou comme d'une « idéologie de la rationalité, refus de l'ordre de la différence » (Lefebvre, 1970).

Dans cette optique, la direction générale de la gestion et de la planification des ressources en eau a élaboré un plan de gestion prenant en compte l'ensemble des activités liées à la ressource en eau. Elle a organisé des audiences publiques visant à collecter toutes les opinions et à réaliser un bilan de la gestion passée et actuelle. Est ainsi détaillé tout ce qui procède de la protection, l'exploitation et la gestion du Lac, la lutte contre l'expansion des plantes envahissantes, le *typha australis* en particulier, la lutte contre la prolifération de la bilharziose et des autres maladies liées à l'eau.

Ces interventions laissent penser que la tendance actuelle consiste à gommer les revendications identitaires et spécifiques et à leur substituer la décentralisation. Ce système, loin de réduire ou d'éliminer les exclusions en matière d'accès aux ressources naturelles, paradoxalement semble les renforcer. En effet, l'expérience de la création (souvent non concertée) des aires protégées enseigne que celles-ci génèrent de l'exclusion dans certains espaces sans tenir compte des savoirs endogènes. Il en est de même avec la notion de mise en valeur. Cette condition principale de l'usage des terres affectées a produit des effets contraires de bonne gestion du patrimoine foncier en entraînant la déforestation, la pollution des sols, la mauvaise gestion de la fertilité, l'exclusion massive des femmes, ainsi que des systèmes de culture qui ont de plus en plus de mal à se relayer sur les mêmes espaces.

Nous pouvons conclure pour cette partie que l'Etat en organisant une décentralisation qui s'apparente plutôt à une déconcentration avec un transfert limité de compétences aux collectivités territoriales, sans réel transfert des moyens techniques et d'encadrement du développement participatif au renforcement des exclusions, même si cela n'est pas dans ses intentions.

III. Gestion participative des ressources et durabilité : un bilan des actions participatives lié l'interaction entre la cohérence du territoire et la déficience sociopolitique

Dans de l'évolution des rapports collectifs, des moments significatifs sont apparus notamment à travers des expériences, formelles ou informelles, donnant naissance à des conceptions et des formes différentes de la participation. La conception gaullienne en est une, et a consisté à intéresser les salariés aux résultats économiques de l'entreprise. A ce titre elle a pu être qualifiée de tentative d'une nouvelle politique sociale humaniste, plutôt que comme une nouvelle stratégie économique ou managériale. Quel rapport avec la gestion du territoire ?

On pourrait rappeler à cet effet, qu'avec l'émergence des groupes participatifs, on a assisté à une délimitation des zones où s'exerce la participation car, celle-ci n'avait pas vocation à traiter de l'ensemble de la vie de l'entreprise, mais à s'intéresser uniquement aux objectifs techniques et organisationnels, liés à la production et à l'organisation du travail. Le parallèle avec le territoire est l'existence d'un système participatif qui peut être caractérisé comme « tout partage de l'activité de gestion d'une zone et d'un sujet entre les acteurs concernés » (Daniel J. Mothe-Gautrat, 1984).

Cependant, malgré son champ d'action *a priori* limité, conceptuellement et pratiquement, l'institution du système participatif constitue une novation par rapport à

beaucoup de modes de fonctionnement et de gestion et garantit une légitimation à plusieurs projets et actions. Sous ce rapport, Wildavsky (1973) remarquait que « les programmes sociaux échouaient parce que l'administration sous-estimait la complexité des relations locales de négociation et surestimait sa capacité à forcer les autres acteurs à se conformer à ses propres objectifs ». Ce point de vue est relayé dans les travaux plus récents de Cronbach et d'Elmore dans leur renouvellement de l'approche classique de la sociologie des organisations.

Actuellement considérée comme une modalité de la décentralisation, la participation, en permettant d'atténuer les antagonismes, est –elle réellement devenue une panacée dont semble se prévaloir tout projet dont celui de terroir cohérent?

3.1 Le programme de développement des marchés agricoles du Sénégal et l'agence du Lac

Au regard des perspectives de changements annoncés parmi lesquels le *programme de développement des marchés agricoles du Sénégal* (PDMAS), la mise en place de l'Agence du lac de Guiers et la réforme du droit de la terre avec la loi d'orientation agrosylvopastorale, il semble bien que la participation des acteurs locaux soit minimale. La mise en œuvre du PDMAS reste tributaire d'une évaluation d'impacts environnementaux dont les résultats feraient état d'impacts majeurs. Ce programme entraînerait nécessairement des modifications dans l'occupation actuelle du sol ainsi que dans les droits d'usage. En effet, l'exploitation familiale, dans une perspective de modernisation agricole et de lutte contre les techniques agricoles archaïques, devrait se maintenir sur des superficies restreintes, compte tenu de ses capacités limitées de mise en valeur ; en revanche les moyennes et grandes exploitations devraient être privilégiées.

Quant à l'Agence du lac de Guiers, son fonctionnement prochain n'est pas pour faciliter les choses puisqu'elle a pour objectif majeur de réglementer les prélèvements effectués sur le lac et envisage ainsi d'appliquer une tarification de l'eau pour tout usage. Il est vrai que dans le Code de l'eau, il est déjà prévu le paiement d'une taxe d'exhaure pour l'usage agricole, avec certes une application à géométrie variable. Une taxe sur les points d'eau et abreuvoirs est prévue dans le cadre de l'agence et la même décision sera appliquée à la pêche qui fera l'objet d'une taxe journalière, ce qui suscite de vives inquiétudes chez les petits producteurs.

L'inexistence de propositions quant à la gestion des interactions entre acteurs et usagers de poids très hétérogène, fonde certains à souhaiter l'animation d'un forum d'acteurs dans le système Gestion intégrée des ressources en eau (GIRE).. Ceci pourrait être l'occasion d'intégrer les acteurs locaux au cœur des dynamiques institutionnelles et de leur conférer une part active dans l'élaboration et la productions de normes tenant compte de leurs besoins et favorisant un développement concerté si ce n'est consensuel. En effet, la mise en place de l'Agence du lac qui a pour objectif principal de réglementer les prélèvements par l'application d'un système de tarification, apparaît comme une initiative non concertée. D'où l'opposition franche des populations à se conformer à une telle décision qu'elles dénoncent comme une imposition destinée à mieux financer l'approvisionnement des grandes villes.

3.2 La réforme sur le droit de la terre avec la loi d'orientation agrosylvopastorale de juin 2004

Cette réforme affirme l'urgence d'une sécurisation foncière pour une meilleure cohabitation des systèmes d'exploitation, mais surtout pour la petite exploitation. En effet, dans son exposé des motifs on peut lire : « *Dès lors, les orientations du secteur agricole portent sur la création d'un environnement attractif et incitatif en milieu rural qui vise la transformation de l'agriculture familiale en appuyant la promotion de l'exploitation agricole familiale par le passage de systèmes extensifs de production à des systèmes intensifiés, diversifiés, durables et respectueux des ressources naturelles ; elles visent aussi à favoriser l'émergence d'un entrepreneuriat agricole et rural. Pour ce faire, le développement agro-sylvo-pastoral passe par une stratégie de diversification des productions agricoles, l'augmentation de la productivité et de la compétitivité des exploitations agricoles sur une*

base durable, avec comme stratégie d'accompagnement, le développement d'une économie non agricole en milieu rural ».

Très ouverte sur l'extérieur et tournée vers la prise en compte des effets de la mondialisation, cette loi s'appuie sur des orientations *« qui prennent en compte la politique d'intégration sous-régionale au sein de l'UEMOA et de la CEDEAO, les engagements au sein de l'OMVS et de l'OMVG, ainsi que les engagements dans le cadre de conventions internationales et les accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux (AGOA, initiative canadienne, accords UE/ACP, OMC, etc.), ainsi que la vision agricole du NEPAD. Ces espaces d'intégration et ces engagements internationaux constituent ainsi le cadre au sein duquel les protections et les aides à l'agriculture sénégalaise sont définies ».*

Dans leurs efforts de recherche d'une meilleure sécurisation des différents systèmes d'exploitation, les communautés rurales expérimentent l'outil POAS qui semblait être promu à un bel avenir en termes de perspectives d'extension, parce que concerté. Cependant force est de constater que sa mise en œuvre se révèle très difficile, compte tenu des habitudes déjà installées chez les populations qui la récusent après avoir "largement contribué" à son élaboration, sous l'impulsion de la SAED. Cet échec apparent de la démarche participative va à l'encontre de l'idée selon laquelle plus les populations interviennent tôt, plus on a de chance que le résultat réponde à leurs besoins.

3.3. Participer à la cohérence du territoire ?

Gouverner un territoire, faut-il le rappeler avec Lefèvre (1970), *“signifie beaucoup plus qu'offrir à ses habitants une gamme de services, mais plutôt être capable de fabriquer et de maintenir un lien social sans lequel vivre ensemble n'a plus de pertinence”*, d'où l'intérêt d'oser susciter une nouvelle relation au territoire et bâtir une vision globale de développement territorial. Loin de tenter d'inventer la place du citoyen dans le processus de construction et/ou de gestion territoriale, nous cherchons à découvrir une manière de constituer les habitants du territoire (ou des les laisser se constituer) comme partenaires garants avec les techniciens et les élus d'un projet de développement territorial cohérent et partagé. Cet objectif est inspiré du constat selon lequel la participation est devenue un enjeu essentiel pour l'action avec la prolifération des regroupements et associations. Ceci s'accompagne d'un fort sentiment d'incertitude et d'insécurité par rapport à la gestion foncière. Sous cet angle, le territoire devient enjeu dans sa globalité d'autant que c'est sur les territoires que se construisent et s'inscrivent les dynamiques mobilisatrices qui permettent aux différents acteurs d'expérimenter d'émettre des points de vue alternatifs quant à la manière d'envisager le développement territorial. Dès lors, les évolutions rapides non maîtrisées des systèmes de production dans la zone du lac de Guiers affectent les acteurs dans leurs intérêts tout en faisant de la participation une voie obligée pour définir en commun les priorités et mobiliser ceux-ci.

Cependant, force est de reconnaître que les caractéristiques du contexte et des acteurs en jeu recommandent une définition claire des rôles et des responsabilités dans la volonté de faire de la participation un moyen de promouvoir une nouvelle citoyenneté. Dans cette optique, trois sphères d'interventions se dégagent, présentant chacune ses exigences en termes de participation. Il s'agit d'abord de la sphère de "formation et d'évaluation" : les populations expriment leurs demandes qui sont explicitées et analysées dans leur pertinence puis dévolues aux professionnels et experts des projets. Elles tombent ainsi dans la deuxième sphère dite "de la proposition et de la production" (Declève et Forray-Claps. 1996). Dans celle-ci elles sont traduites en propositions et soumises à évaluation pour être transmises à la troisième sphère qui est celle de la "décision et de la légitimation" laquelle est assez bien représentée par le conseil rural.

3.4. Participer par délégation dans la zone du lac de Guiers : une déficience sociopolitique majeure ?

La question de la participation dans la gestion des ressources notamment l'eau et la terre, est doublement pertinente lorsqu'elle est localement appréhendée. D'une part, à travers les contraintes de délimitation des périmètres d'action des politiques publiques exprimées en partie par la récurrence de la question des frontières entre communautés rurales dont les limites sont souvent floues; d'autre part,

par la complexité de la gestion d'espaces de contraintes hydrologiques telles que traduites par les multiples difficultés d'accès à l'eau et/ou de son utilisation (pollution).

3.4.1 Le manque de moyens des communautés rurales

Les contraintes rencontrées par les élus, leurs limites quant à la bonne connaissance des textes et procédures, leur légitimité parfois écornée par le nomadisme politique, les nombreux reproches qui leur sont faits suite à des pratiques partisans en matière d'accès au foncier ou quelques fois même leur alliance à des tiers non-résidents de la CR à qui ils accordent des facilités en raison de leur influence sociale, religieuse ou politique (ces derniers deviennent du coup des détenteurs de grandes superficies), sont autant d'obstacles qui remettent en cause la décentralisation, donnent l'impression d'un développement sous hypothèque et fondent la pertinence voire l'urgence d'une démocratie participative.

Le Conseil rural, organe délibérant n'est pas en mesure de gérer convenablement la terre et les ressources naturelles, et n'est pas non plus considéré comme un instrument de modernisation de l'agriculture, du moins n'est pas perçu comme pouvant y arriver par la grande majorité des populations y compris des élus et des notables. En effet, son manque de moyens et de maîtrise sur son espace ne lui permet pas d'exercer le contrôle nécessaire sur l'utilisation réelle des affectations qu'il effectue, ni de désaffecter les terres non mises en valeur. La désaffectation pourtant nécessaire quand elle est justifiée, est une pratique qui lui est presque inconnue, soit pour des raisons de procédure, soit pour des raisons sociales⁹.

Malgré ce constat, remettre à l'Etat la gestion des terres, reste considéré comme un recul démocratique pour la plupart des populations qui souhaitent une redéfinition des rôles et attributions du conseil rural. Sous ce rapport un accord entre élus et acteurs s'avère important en vue de permettre un élargissement du champ social de la participation avec notamment la mise en place de conseils de développement comme instrument pour construire un mode élargi de gouvernance du territoire du lac de Guiers. Un tel mode aurait pour stratégie de « Faire l'inventaire des initiatives citoyennes qui irriguent le territoire et de cerner tout ce qui dans la vie quotidienne de chacun recoupe les enjeux du projet communautaire : accès à l'eau, accès à la terre, transports, environnement, patrimoine ».

3.4.2. Replacer la société civile au centre de la démocratie participative

« On ne développe pas on se développe ». Cette assertion d'apparence anodine véhicule à elle seule tout le sens de la participation dans le processus de développement surtout quand la démocratie représentative est privilégiée par rapport à la démocratie dite participative. Dans la zone du Lac de Guiers comme partout au Sénégal, le processus de décentralisation s'appuie essentiellement sur une démocratie représentative par laquelle des élus choisis par leurs concitoyens ont pour mandat de réaliser des projets de territoire au travers de l'exercice d'un ensemble de compétences dévolues par l'Etat. Une telle délégation, prend le dessus sur la démocratie dite participative, celle qui a pourtant l'avantage et la force d'associer des citoyens non élus à la réflexion et aux choix politiques concernant le développement de leur territoire. Il s'agirait de laisser la société civile prendre toute sa place dans ce processus. Cependant la démocratie participative est loin d'être une panacée en ce sens qu'elle bégaye, n'arrive pas à s'imposer et, quand elle fonctionne, provoque frustrations, amertume et parfois violence (Gayerie, 2003). Elle peut mettre en cause les alliances et pouvoirs établis parce qu'elle produit de nouveaux rapports de force et des contre-pouvoirs et qu'elle est source d'appropriation au profit de certains acteurs et de domination sur d'autres.

Les femmes et les jeunes sont souvent absents des "lieux de participation" et trouvent rarement pris en compte leurs intérêts dans les "offres de participation". En règle générale se sont toujours les mêmes personnes qui sont invitées parce qu'elles en ont l'expérience, de ce fait elles monopolisent les positions de représentation et ce sont leurs propres positions qui se trouvent renforcées au détriment de la démocratie locale. La désignation des participants « légitimes » obéit aux règles de la masculinité, de l'âge, de la notabilité et de la position sociale. Les populations ne vérifiant pas ces critères se trouvent de fait exclues et l'on n'interroge pas cette exclusion parce qu'elle est le fruit de

⁹ Enquêtes Domino, juillet 2006

représentations sociales dominantes La participation des femmes renvoie au mode de construction de la participation, lorsqu'elles sont présentes dans les arènes de discussion, elles sont souvent représentées en vertu du genre, c'est à dire par la présidente du groupement féminin du village. La même personne risque de représenter toutes les femmes dans l'ensemble des cercles de participation ce qui signifie qu'à elle seule est le porte-parole de la moitié de la population. Selon Lô (1997) la participation des femmes est également entravée par leurs conditions socioéconomiques (pauvreté, analphabétisme, par une non responsabilisation dans la gestion des ressources de même que l'absence de prise en compte de leur savoir-faire. Pourtant, on sait bien que la démocratie n'est pas un état mais un processus: «les sociétés démocratiques [sont] celles où les conditions du vivre ensemble ne sont pas définies a priori, fixées par une tradition ou imposées par une autorité» (Rosanvallon, 2003, p.14).. Dans cette perspective, il est intéressant d'être à l'écoute des uns et des autres, tout en restant attentif à l'orientation des efforts de soutien au développement, pour éviter que le sur - encadrement de certains systèmes de production ne soit pas un handicap pour le développement d'autres. Par exemple la SAED apparaît chez les éleveurs comme un non-partenaire, en ce sens qu'elle n'encadre que l'agriculture avec une tendance à intervenir sur les mêmes espaces à travers ses aménagements.

3.4.3 L'émergence d'initiatives locales

Des initiatives citoyennes ont émergé, à l'image de la mise en place de l'association des chefs de village dans la communauté rurale de Mbane de la manière suivante¹⁰ : *‘Nous nous sommes dit que compte tenu du contexte actuel, de l'existence de la CR, des rapports qui doivent nous lier, de la non reconnaissance de nos droits les plus légitimes, il nous fallait une organisation forte pour défendre nos intérêts. Souvent, la commission domaniale vient jusqu'ici faire des visites, sans même que nous soyons au courant, alors que nous devrions y participer. On s'est dit qu'il est temps de mettre sur pied une association pour défendre nos intérêts. Cette association se présente comme la voix de tous les CV, l'interlocutrice de la CR. On veut que toute information que le PCR souhaite nous faire parvenir, passe d'abord par le président de notre association qui se chargera ensuite de la descendre vers nous. Même pour distribuer les convocations relatives à la taxe rurale, nous voulons qu'elles soient centralisées au niveau de notre président, qui se charge de les remettre au secrétaire qui les distribue aux CV. C'est sur la base de ces objectifs, que nous avons créé l'association. Nous allons pas à pas. Lors de notre dernière rencontre, nous avons décidé de mettre en place un mécanisme qui nous permettra de savoir le rythme de collecte des impôts dans tous les villages membres, parce que nous ne trouvons pas normal que je connaisse, par exemple, ce que Thiago verse comme impôts, alors que j'ignore ce que Ndombo verse. Ce mécanisme nous permettra, chaque année, de faire l'état du versement des impôts, de savoir quels sont les villages qui ont versé leurs impôts, jusqu'à quel niveau et dans quelles conditions. Nous avons exigé également d'être convoqués officiellement comme observateurs, aux réunions du conseil rural. Nous ne sommes pas des conseillers, certes, mais nous avons le droit d'être présents, d'observer pour savoir quelle utilisation est faite des taxes rurales que nous mobilisons. Cela nous permettra de tenir les populations informées. C'est pour ces objectifs que nous avons créé notre association’*.

Que les acteurs locaux s'organisent afin de défendre leurs intérêts et leurs droits, quoi de plus naturel ! Mais la demande va plus loin, il s'agit, à travers ce souhait d'être considéré comme acteur légitime en matière d'attribution du foncier, d'imposer la participation aux processus de décisions en revendiquant la transparence et l'équité dans les mécanismes d'attribution et en se constituant en contre-pouvoir incontournable.

Au terme du débat sur la cohérence du territoire, on conviendra de retenir que la meilleure connaissance des pratiques et des systèmes de contraintes locales qui pèsent sur les différents acteurs, et la maîtrise des textes, devraient permettre de (i) créer les conditions de participation à la prise de décisions et à l'action pour les populations (ii) limiter les phénomènes de contournement de la loi. La pertinence de ces interrogations réside dans le fait que la zone du Lac de Guiers est un espace de conversion socio-économique, mais aussi environnementale à travers notamment la restructuration agricole et pastorale. En effet, traditionnellement, les systèmes de culture se relayaient sur les mêmes

¹⁰ Interview du chef de village de Thiago par Mouhamadou Thiam dans le cadre des enquêtes Domino 2006.

espaces et l'on parlait d'intégration. Ce qui a aujourd'hui changé avec l'édification des digues et des périmètres qui ont permis de récupérer des pâturages pour les cultures sans tenir compte de l'élevage.

Cependant le bilan de la pratique de la participation dans les différentes institutions ou projets mis en place récemment pour la des ressources nouvelles et du foncier est en demi teinte et ne permet pas de se laisser aller à un optimisme exagéré. Certaines expériences suscitent des interrogations de la part des populations locales, d'autres sont accueillies favorablement, d'autres encore ont des effets paradoxaux.

Conclusion - discussion

Si l'on peut dresser un bilan des enjeux des démarches participatives tentant d'articuler gestion territoriale, environnement et décentralisation on peut dire que :

- Le territoire et les ressources naturelles qu'il supporte sont des objets sociologiques intéressants du point de vue de la dynamique des acteurs sociaux. L'analyse sociologique réalisée ici n'est pas nouvelle mais montre que le Lac de Guiers est le lieu de réajustements, réappropriation, imbrication, interpénétration de pouvoirs entre le niveau local et le niveau national. La décentralisation incomplète ne permet pas de déconnecter l'Etat de la sphère local et ceci d'autant moins qu'il s'est armé au niveau législatif et technique pour garder une mainmise sur les sources locales de pouvoir. De l'autre côté, les institutions décentralisées sont investies par les notables et autres détenteurs de pouvoirs locaux et coutumiers devenus de fait légitime dans la sphère moderne. De ce fait, les populations les plus défavorisées dans le système coutumier continuent de l'être voire voient les inégalités s'accroître ;

- La décentralisation imposée au départ par les bailleurs de fonds est toujours au milieu du gué surtout quand on la regarde à l'aune de la participation des populations locales à la prise de décision concernant la gestion de leur territoire et de ses ressources. Cependant il n'existe pas de solution « clés en main », les dispositifs s'attellent à promouvoir une participation effective des populations locales dès les premières étapes du processus de décision sont délicats à mettre en place et ne portent pas toujours leurs fruits.

Pourtant des initiatives locales émergent. Elles impliquent des acteurs de la société civile, e organisant les populations exclues pour leur donner voix au chapitre concernant la prise de décision relative à leur territoire. Une autre source d'espoir est la mise en place de nouvelles législations semble-t-il plus soucieuses de la promotion d'une véritable démocratie participative (réforme agro-sylvopastorale)

Le cadre de l'analyse de la participation, en matière de gestion décentralisée des ressources naturelles, porté par les sociologues est ici essentiel. En effet, ce questionnement s'est développé grâce à l'intégration de chercheurs en sciences sociales dans une équipe de recherche pluridisciplinaire, résolument « impliquée » et qui vise à renforcer la capacitation des acteurs locaux. Aussi, il ne s'agit pas de conserver une démarche distanciée par rapport à notre terrain nécessaire cependant à l'exercice de l'analyse sociologique. La difficulté de notre positionnement est liée à ce que ce travail constitue un véritable plongeon au cœur des préoccupations des démarches de développement qui ne peut se satisfaire uniquement de la théorie mais s'alimente du pragmatisme de la confrontation au terrain. Le sociologue est à la fois acteur et non acteur.

Bibliographie

Gallais J., Sidiko H. Sahel, Nordeste, Amazonie : politiques d'aménagement en milieux fragiles, harmattan.

D'Aquino P. *Accompagner une maîtrise ascendante des territoires. Prémisses d'une géographie de l'action territoriale*. Rapport d'habilitation à diriger les recherches. Aix en Provence : Université d'Aix Marseille, 2002.

Declève B., et Forray-Claps. R. *Place des habitants et leur participation aux processus d'élaboration des projets urbains*, recherche-action, rapport final. Fédération nationale des agences d'urbanisme, sept, 1996)

Lavigne Delville, P., N.-E. Sellamna, et M. Mathieu (Ed.). 2000. *Les enquêtes participatives en débat : ambition, pratiques et enjeux*. Karthala/ICRA/GRET, Paris, 543 p.

(Participation et citoyenneté GHB Pays d'Aubagne et de l'Etoile)

Oakley P. & Marsden D., *Approaches to Participation in Development*, OIT, Genève, 1984

Participation of Primary Stakeholders : Lessons learned & Ways forward, Washington, novembre 1998.

Gueye B., *Où va la participation ? Expériences de l'Afrique de l'ouest francophone*, Dossier n°87, International Institute for Environment and Development, 1999.

Gayerie, J.P., 2003, «La démocratie participative dans tous ses états», *La lettre du cadre territorial*, n°253, 15 mai 2003, p.36-38.

Reppeti, Alexandre, 2004, *Un concept de monitoring participatif au service des villes en développement. Approche méthodologique et réalisation d'un observatoire urbain*, Thèse n°2903, Ecole Polytechnique fédérale de Lausanne

Lô, M. *Contre la désertification : de la convention internationale à l'élaboration participative des programmes d'action nationaux*, enda- programme énergie, 1997.

Rosanvallon, P., 2003, *Pour une histoire conceptuelle du politique*, Paris, Seuil.

Vaillancourt Jean-Guy., Tessier, R. *Environnement et développement : questions éthiques et socio-politiques*, Ed. fides, 1991.

Le Prestre, P. *Facteurs de progrès en politique internationale de l'environnement ; essai en marge d'études récentes*. Etudes internationales, XXII, I, Pp. 162-174. 1991.

Nguinguiri, J.C, 1998, *Approche participative et développement local en Afrique subsaharienne : Faut-il repenser la forme contemporaine du modèle participatif?*, in *Bulletin Arbres, Forêts et Communautés rurales* N°15/16, pp 44-55.

Levebvre, H. *La révolution urbaine*, Paris, Gallimard, 1970.

Becker, B. *Développement et échelle d'aménagement du territoire*, 1997.

Daniel J. Mothe-Gautrat, *méthodes d'évaluation des systèmes participatifs*, CNRS, 1984

Seck, S. Acteurs, utilisation des ressources et gestion de l'espace dans la région du Lac de Guiers : Eléments de contribution au diagnostic des enjeux politiques, décembre 2005.